

COLÈRE DE FER

ArcelorMittal a annoncé, hier, la suppression de 595 emplois sur son site de Gandrange, en Moselle. Le groupe propose de reclasser les employés qui souhaitent, de leur côté, que tout soit fait pour relancer l'usine. Lire pages 2 et 3



Photo : thierry nicolas/rl



Photo : pierre matcé

Les employés et tous les syndicalistes du site de Gandrange se sont réunis, hier, pour protester contre l'annonce des 595 emplois qui seront supprimés sur le site.

La pression monte à Gandrange

Alors que la direction d'ArcelorMittal restait muette, les employés du site Gandrange, ayant appris que 595 postes seront supprimés, ont décidé, hier, de retenir en otage le directeur du site.

Tous les regards étaient braqués, hier, sur le village français de Gandrange, où ArcelorMittal a annoncé la suppression de 595 emplois sur les 1 100 de son site. Un coup de massue pour la région qui se mobilise.

De notre journaliste
Delfine Dard

En guise de protestation avant la bataille, l'aciérie avait déjà cessé de fonctionner mardi soir où quelques esprits échauffés auraient été tentés de détériorer des outils que les autres avaient décidé de défendre bec et ongles.

Hier, Gandrange et ses 2 600 habitants se sont éveillés non pas avec les effluves de la fumée émanant de l'usine mais avec celles d'un petit brasier que des militants syndicalistes avaient allumé pour montrer que la journée serait placée sous le signe de la lutte.

Pendant ce temps, à Luxembourg, avait lieu le conseil d'entreprise européen (CEE) devant décider de

l'avenir du site. La direction y a dévoilé un plan de restructuration visant à fermer le train à billettes et l'aciérie de Gandrange tout en maintenant le laminage et le centre de recherche.

La direction d'ArcelorMittal estime qu'avec 36 millions d'euros perdus en 2007, le site n'est plus rentable mais peut être respectabilisé sur le laminage.

«Cela n'a aucun sens de laisser un laminoir tel quel», a commenté, à chaud, Patrick Auzanneau, représentant CFDT pour ArcelorMittal France. Le CEE confirmait aussi la suppression de 595 emplois sur un total de 1 100 et promettait de les reclasser au Luxembourg et à Florange.

«C'est impossible, le Luxembourg a encore 110 personnes d'un précédent plan social à reclasser», a ajouté le syndicaliste. Sans compter que Florange, censé accueillir les employés de Gandrange, pourrait fermer en 2012 à cause de ses émissions de CO₂.



Fortes de ces nouvelles données, les employés sont venus en force, hier, à 14 h, à Gandrange, pour venir clamer leur désaccord et réclamer un plan industriel pour relancer l'outil de Gandrange. Les militants ont attendu une demi-heure que la délégation et le patron du site, Bernard Lauprêtre, se parlent en conseil d'entreprise. L'entrevue a juste per-

mis aux délégués du personnel d'obtenir la nomination d'un expert afin d'étudier la viabilité du site, que des militants faisaient signe aux employés d'envahir la salle pour venir parler à un dirigeant qui ne passe que rarement sur le site de Gandrange. Bernard Lauprêtre (photo ci-dessus, assis et veste bleue lors de sa «séquestration»), l'homme connu

par ses employés pour avoir dit : «Je ne suis pas un sidérurgiste et ne le serai jamais», a justement été pris à partie par ses employés qui ont décidé de le retenir en otage jusqu'à ce qu'il décide de parler.

Mais, mises à part quelques considérations généralistes, le dirigeant, probablement aussi intimidé par la situation, est resté muet.

Les élus aussi avaient décidé de se mobiliser, hier, à l'image du député mosellan Michel Liebgot qui a interrogé à l'Assemblée nationale le secrétaire d'État français aux entreprises sur le devenir du site. Ce dernier, Hervé Novelli, a promis de suivre personnellement le plan pour les salariés et a ajouté : «Nous attendons du groupe ArcelorMittal qu'un plan de revitalisation local à la hauteur des enjeux soit mis en place». À 18 h 30, les employés ont laissé partir Bernard Lauprêtre et se sont donné rendez-vous le 24 janvier, à Luxembourg, pour manifester devant le siège d'ArcelorMittal qui communiquait enfin.

« J'y crois dur comme fer »



François Azorit, 55 ans, en poste sur le train à billettes.

«Ce n'est pas parce que je suis proche de la retraite que je n'ai pas envie de me battre. Il paraît qu'il y aura peut-être des départs anticipés à la retraite, mais cela ne m'intéresse pas.

Ce que je souhaite, c'est que

l'on sauve notre outil de travail et on peut y arriver si on s'épaula tous et si on ne fléchit pas.

L'investissement nécessaire pour rénover notre outil de travail est de l'ordre de quelques dizaines de millions d'euros, c'est peu de choses pour Mittal.

Si nous obtenions l'équivalent de ce que Lakshmi Mittal a payé pour le mariage de sa fille, alors l'usine repartirait de plus belle. Rien n'est perdu, la défaite pour nous serait de baisser les bras, nous devons nous battre jusqu'au bout».



Photo : le quotidien

Un symbole

Les employés du site ont déployé, devant l'endroit où a eu lieu la réunion, une couronne,

lourde de plus de 2 tonnes, servant à fabriquer le fil. Le matériau était censé symboliser l'outil et le fruit du travail que les employés ne sont pas prêts à laisser tomber.

«Manque de formation»



Olivier Leick, délégué du personnel CFE-CGC.

«Cela fait 15 ans que l'intersyndicale interpelle les patrons pour leur dire qu'il faut faire des investissements sur le site pour qu'il n'y ait pas de problème. Mais nous n'avons jamais vraiment été pris au sérieux ou alors le groupe n'a

pas souhaité engager des investissements. Résultat, aujourd'hui, on en est là alors que le site pourrait parfaitement vivre, il y a tout de même de quoi être énervé. Aucune transmission n'a été faite entre les anciens salariés partis à la retraite et les nouveaux. Parfois, même, des employés sont partis à la retraite avant d'être remplacés, c'est inacceptable. Aujourd'hui, la direction ne nous dit rien de concret à ce sujet alors que nous leur avons expliqué où est le problème. Le reclassement n'est pas la solution».

ArcelorMittal détaille son plan

ArcelorMittal a annoncé hier soir, dans un communiqué, avoir entamé un processus d'information et de consultation des représentants du personnel au sujet d'un projet de réorganisation portant sur ses usines produisant du fil machine à Gandrange (Lorraine) ainsi que sur d'autres sites européens.

Au cours d'une réunion du comité restreint du comité d'entreprise européen à Luxembourg, le groupe a décrit son projet pour permettre à l'usine de Gandrange d'avoir des résultats positifs et de les optimiser. Ce projet aurait pour objectif de spécialiser le site de Gandrange sur l'activité de laminage de fil machine et de lui donner des perspectives d'avenir. ArcelorMittal a confirmé son engagement en faveur du site de Florange en Lorraine et annoncé des investissements complémentaires.

Le projet pour Gandrange prévoit le développement du laminoir à couronnes et à barres qui laminait des billettes fournies par

d'autres aciéries, notamment allemande (Duisburg-Ruhrort) et luxembourgeoise (Schiffange), renforçant la compétitivité de l'activité fil machine. Mais l'arrêt de l'aciérie et du train à billettes est confirmé.

ArcelorMittal précise vouloir assumer pleinement sa responsabilité sociale au cours de la mise en œuvre de ce projet de réorganisation. Le groupe privilégierait le reclassement sur ses autres sites (notamment à Florange et au Luxembourg), en concertation avec les représentants du personnel. Chaque collaborateur se verrait ainsi offrir une solution de reclassement.

Pour Florange, ArcelorMittal a décidé d'augmenter le budget d'investissement 2008 de l'usine de Florange de plus de 60% pour le porter à un total de 65 millions d'euros. Ces investissements visent à renforcer l'efficacité et les perspectives d'avenir du site et devraient permettre de consolider la présence d'ArcelorMittal dans la région lorraine.

«L'usine était la vitrine de Mittal»

Patrick Auzanneau, représentant national pour la CFDT chez ArcelorMittal France accuse Mittal d'avoir fait de Gandrange une vitrine pour mieux la détruire ensuite.

Quel est le problème avec Gandrange?

Patrick Auzanneau : Le problème c'est que le métier de sidérurgiste ne s'apprend pas à l'école et pour former les jeunes qui ont été employés, il aurait fallu faire de la formation qui n'a jamais été faite. Par conséquent, cela a entraîné des erreurs d'inexpérience sur le site où il y a aussi des problèmes de sécurité et un four qui devrait être amélioré.

Le site est-il viable?

Absolument. En ce moment, c'est un peu le monde à l'envers, c'est la direction qui nous propose un plan social avec des reclassements. Cette solution ne nous satisfait pas. Nous, on propose un plan industriel.

Pour le mener à bien, il nous suffirait d'obtenir 10 millions d'euros. Honnêtement, cela ne représente pas grand-chose par rapport aux 10 milliards d'euros de bénéfices engrangés par Mittal en 2007. Cette somme nous permettrait de restructurer les outils et aussi de former du personnel puisque c'est le problème.

Le reclassement n'est pas une solution, cela revient à prendre le savoir-faire et à l'exporter.

Y-a-t-il une histoire de stratégie derrière Gandrange?

Très certainement. Quand Mittal a repris l'usine en 1999, pour un euro symbolique, le site lui a servi de vitrine sociale avant d'entamer son OPA sur Arcelor. Aujourd'hui, la fusion est réalisée et la vitrine s'effondre pour montrer que la responsabilité sociale, qui est si chère aux yeux de Mittal qui en a fait son slogan, n'est en fait qu'une façade.

Le cas de l'usine de Gandrange a de quoi inquiéter des usines comme celles de Fos-sur-Mer, dans le Sud de la France, qui connaît actuellement quelques difficultés. Car si la stratégie Mittal se confirme, chaque site ayant quelques difficultés pourrait voir fermer. Je rappelle quand même que Mittal avait promis qu'aucun emploi ne serait supprimé en France. Avec son plan de reclassement, la direction joue sur les mots et dit qu'il n'y a pas de licencie-

ments. Certes, mais on ne fait pas de reclassement comme cela.

La mobilisation dépasse-t-elle le rang des syndicats et employés?

Elle concerne déjà tous les sous-traitants qui ne travaillent que pour Gandrange et puis nous discutons avec les élus locaux et régionaux mais il faut que le problème soit pris en compte à un stade supérieur.

La sidérurgie aurait pu évoluer en France mais le problème, c'est que personne n'arrive à se parler. Au Luxembourg ou en Allemagne, les systèmes de discussions tripartites fonctionnent très bien et ont amené des résultats. Il faut qu'en France, on prenne l'habitude de fonctionner comme cela pour trouver des solutions avant que cela ne soit trop tard.



«Un poumon économique»

Michel Bigaré, maire de Gandrange, commente les enjeux autour de l'usine.

Entretien avec notre journaliste
Delphine Dard

Quelle importance revêt l'usine dans la vallée?

Michel Bigaré : L'usine de Gandrange est un site d'importance régionale et y supprimer des emplois dépasse le simple préjudice économique, il s'agit d'un préjudice social. Gandrange est la dernière grosse usine de la vallée de l'Orne. Elle est le poumon économique du coin.

Avez-vous été mis au courant de la situation par le directeur?

Il y a quelques années, les usines convoquaient tous les ans les élus locaux pour leur faire part de leur stratégie. Désormais, c'est exclu, le patron de l'usine m'a juste appelé pour me dire, par politesse, ce qui allait se passer.

Comment jugez-vous la situation?

Le site de Gandrange fonctionnait bien en étant ciblé sur des produits de haute valeur ajoutée. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ayant un passé industriel, je me demande si Mittal n'a pas fait le choix délibéré de favoriser certains sites par rapport à d'autres. Les défaillances et autres problèmes ne sont peut-être pas le fruit du hasard.

Quel est l'impact des suppressions de postes sur la commune?

Au niveau communal, nous avons jusque-là bénéficié des largesses de l'usine. Économiquement, cela va nous faire du mal si l'usine est amenée à disparaître. D'abord, parce qu'il y a une centaine de personnes de la commune qui y travaillent et ensuite parce qu'au niveau de la taxe professionnelle, l'usine nous rapporte 70 % des recettes d'impôts.

Comment les événements sont-ils vécus ici?

Les gens sont écoeurés parce que lorsque l'usine est repartie avec Mit-

tal en 1999, l'événement a déclenché l'euphorie générale et cela a permis à beaucoup de jeunes de trouver un emploi. Lorsque Mittal a souhaité reprendre, j'ai été un des premiers à défendre le projet. Vous comprenez donc aujourd'hui ma surprise et mon désarroi. Nous sommes victimes de discrimination.

Quelle discrimination?

Dans la sidérurgie, nous avons subi plusieurs étapes. D'abord, il y a eu l'arrivée sur le marché des minerais exotiques qui sont venus concurrencer les nôtres, mais c'était inéluctable. De son côté, la vallée de la Fensch, avec ses hauts fourneaux,

a progressivement décliné. Pour faire fonctionner ces outils, vous avez besoin de faire venir le fer par bateau puis par train. Dans ce cas précis, il est certain que les sites allemands de Duisbourg et Hambourg sont mieux placés pour prendre le relais. Mais l'aciérie de Gandrange est électrique, il

n'y a donc pas de problème d'approvisionnement. Voilà pourquoi on est victimes de discrimination car on favorise sans raison des sites (NDLR: allemands) à notre place.

La commune va-t-elle survivre?

Il y a longtemps que nos commerces ne dépendent plus de l'usine. Nous n'avons certes que 2 600 habitants mais nous venons de réouvrir une classe à l'école car beaucoup de couples font construire à Gandrange. Nous devons cela à nos grands frères luxembourgeois que nous aimons beaucoup car les gens de notre région vont y travailler. Avec la sidérurgie, nous perdons une partie de notre patrimoine culturel, mais sans le Luxembourg nous perdriions les habitants de la région. Au niveau communal, nous avons de belles infrastructures que nous avons réalisées grâce à l'usine. Reste à savoir si nous pourrions continuer à les financer.



Photo: Didier Sylvestre

Michel Bigaré : «Sans le Luxembourg, nous perdriions nos habitants».

595

Le chiffre du jour

C'est le nombre d'emplois qui vont être supprimés sur le site Arcelormittal de Gandrange qui compte actuellement près de 1 100 employés. L'aciérie et le train à billettes doivent fermer alors que le laminoin et le centre de recherches resteraient ouverts en maintenant environ 300 emplois.

L'usine a été rachetée en 1999 par Lakshmi Mittal qui a acquis le site, pour un euro symbolique, bien avant sa fusion avec Arcelor. Certains pensent que Gandrange lui a servi d'avant-poste pour la suite.

LES ÉCHOS

Les prochains rendez-vous

Les employés et militants d'ArcelorMittal Gandrange se sont donné rendez-vous le 24 janvier à 11 h pour aller manifester devant le siège d'ArcelorMittal à Luxembourg.

Ils espèrent sans doute que la direction daignera enfin leur adresser la parole. Le manque de communication entre salariés et patronat a froissé bon nombre d'employés qui veulent en savoir plus sur leur sort.

Lors du conseil d'entreprise européen, les représentants syndicaux ont demandé à la direction générale un moratoire pour la réorganisation projetée en Lorraine. Cette réorganisation doit être rediscutée le 15 février à Luxembourg.

Schifflange s'interroge

Les usines de Gandrange et de Schifflange au Luxembourg travaillaient jusqu'à présent en étroite collaboration. Marcel Biwer, représentant du personnel OGBL à Schifflange, s'inquiétait du devenir de l'usine luxembourgeoise si Gandrange arrête ses activités et craignait de devoir dépendre d'usines lointaines. Selon ArcelorMittal, les deux usines devraient continuer à travailler ensemble mais différemment. Les employés luxembourgeois s'interrogent toutefois sur les conditions dans lesquelles vont être reclassés leurs collègues français au Luxembourg. Affaire à suivre.